FONDE EN 1893

LE NUMERO 10 CENTIMES

L'Egalité
DE ROUBAIX-TOURCOING

Mardi 25 Novembre 1919

LE NUMERO 10 CENTIMES

Le Tigre médite devant l'Océan

Le renouvellement de la Chambre pose la question de la transformation du Gouvernement.

Trois ministres députés, MM. Lafferre, Clémentel, Coiliard, — qu'on appelle plaisamment le « Syndicat de la rue de Grenelle » — n'ont pas été réélus. Un sous-secrétaire d'Etat, M. Paul Morel, manque aussi à l'appel.

On avait dit, tout d'abord, que le Tigre allait, purement et simplement, remplacer ces ministres et recommencer la partie avec d'autres.

Aux dernières nouvelles, il semble qu'il doive en être autrement.

M. Clémenceau aurait l'intention de conserver son cabinet, avec sa composition actuelle, jusqu'à la rentrée des Chambres. Tout au plus nommerait-il quelques sous-secrétaires d'Etat parlementaires pour « consolider » les ministres non réélus.

Il se présenterait, vers le 15 décembre, devant la Chambre pour y indiquer, dans un grand discours, ce qu'il a fait pendant la guerre et ce qu'il a préparé pour la paix. Puis, fort de la situation personnelle que lui vaudrait l'ovation de la nouvelle Chambre, il lirerait sa révérence, remettrait la démission collective du Cabinet au Président de la République et se préparerait à des destinées qu'on entrevoit.

Voilà ce qu'on raconte dans des milieux qualifiés de « bien informés » par les journalistes que le lien commun n'effraie pas.

« Clémenceau, président de la République ? Cela n'a rien d'impossible. Cela a été très démenti, mais c'est souvent le cas des nouvelles vraies.

Un indiscret racontait, ces jours derniers, qu'un familier de la rue Saint-Dominique avait dit au Tigre :

— Vous, président de la République ? Mais vous vivez en célibataire. Et il faut recevoir...

— Eh bien, n'ai-je pas des filles ? avait répliqué Clémenceau.

Je vous concède aisément que ce sont des histoires comme on en colporte dans les couloirs du Palais-Bourbon. C'est là encore qu'on cite des noms de prétendus « candidats officiels » à l'Elysée. Parmi ces noms ne figure naturellement pas celui de M. Paul Deschanel, qu'on prétend un peu en froid avec le président du Conseil.

On parle de Viviani, de Foch, de Millerand...

Des histoires, vous dis-je.

Voir Viviani, et avec plus de sérieux, on songe à la présidence de la Chambre.

Pour Millerand, on a jeté son nom dans des paris au sujet de la future présidence du Conseil.

Ainsi, les habitués de la salle des Pas-Perdus à la Chambre passent leur temps en attendant que M. Clémenceau revienne de Vendée, où il est allé se reposer et méditer durant quelques jours.

De cette méditation devant l'Océan doit sortir la décision de remanier ou de ne remanier le Cabinet, et tous les bruits que l'on répand pour l'instant n'ont d'autres fondements que la fantaisie.

C'est de la confrontation du Tigre et de l'immensité que jaillira l'orientation nouvelle de la politique gouvernementale. Etrange dialogue entre les flots et le vieil homme que celui qui a pour témoins les rochers de la Manche : dans le cerveau qui, par sa volonté, a imprimé au pays une pensée si troublante lors des dernières élections, se dessine un chapitre nouveau de l'histoire du pays...

Et la France, inquiète, est là, qui attend.

Alex WILL.

M. DRON ne sera plus maire de Tourcoing

IL FAIT SES ADIEUX A LA MUNICIPALITÉ

Pendant la dernière réunion du Conseil municipal de Tourcoing, qu'il présidait, M. G. Dron, sénateur, maire, déclara qu'il se voyait forcé de mettre fin à sa carrière administrative et qu'il ne se représenterait plus aux élections municipales.

A l'issue de la séance, M. Bernard et le docteur Leduc lui exprimèrent leur gratitude et leurs regrets de son départ.

On éclaircit le mystère du Château de Sadirac

LE CAMBRIOLEUR MEURTRIER EST LE FRÈRE D'UN ANCIEN DOMESTIQUE

Nice, 23 novembre. — D'après l'enquête faite par la police niçoise, l'auteur de la tentative de meurtre commis contre M. et Mme Piou ne serait pas Valetta Martin, leur ancien domestique. Un mandat d'arrêt a été décerné par le juge d'instruction de Bordeaux. C'est bien son frère, Henri Valetta, à qui il avait prêté ses papiers il y a six mois, qui a fait le coup.

Henri Valetta, en effet, a été condamné à cinq ans de travaux forcés pour tentative d'assassinat en 1917. Il s'était évadé de la prison dans laquelle il avait été interné. Pour se soustraire aux recherches de la police, il aurait pris l'état civil de son frère Martin, qui exerçait à Nice la profession de commissionnaire.

Les Elections consulaires auront lieu en Décembre

Paris, 23 novembre. — Le « Journal officiel » publie : « Les élections des membres des chambres de commerce et des chambres consultatives des Arts et Manufactures auront lieu dans le courant du mois de décembre 1919, sauf en ce qui concerne les circonscriptions dans lesquelles il n'aura pas été possible de procéder à la revision des listes électorales, en raison d'événements survenus au cours de la guerre.

M. CLEMENCEAU serait candidat au Sénat

Le « Petit Marseillais » annonce que M. Clémenceau serait candidat au Sénat dans le Var en janvier prochain.

Avant les Elections municipales

MISE AU POINT NECESSAIRE

Les élections législatives terminées pour le Nord, je ne voudrais pas revenir sur les raisons qui ont entraîné une partie du corps électoral vers un régime qui menace de n'avoir de républicain que le nom et qui vaudra peut-être, en fait, moins que la moins constitutionnelle des monarchies.

En l'occurence — et c'est notre orgueil — la classe ouvrière est restée fidèle aux vieilles et honnêtes traditions républicaines, et elle a manifesté par son unité de vote une volonté très nette de voir se réaliser un état social plus démocratique, où les réformes auraient le pas sur la politique.

Si le système électoral n'a pas donné à notre parti une représentation conforme au nombre de ses suffrages, nous avons le droit de considérer les résultats obtenus avec une fierté d'autant plus légitime que nous avons dû faire face à des coalitions sans principes, sans idées générales, réalisées dans le seul but d'obtenir un triomphe électoral et nou, comme il aurait fallu, dans le but d'assurer à notre pays les bienfaits d'un Etat démocratique.

Tous les bourreurs de crâne dont l'engeance néfaste n'a pas disparu avec la guerre ont sciemment tenté de jeter le discrédit sur notre organisation, en lui attribuant des projets et des méthodes qu'elle a toujours repoussés et combattus.

Demain les mêmes calomnies, les mêmes stupidités seront à nouveau déversées contre nous avec la même perfidie. Les électeurs du Nord continueront à les dédaigner et à mépriser tous ceux qui les propagent dans un but intéressé de réaction sociale.

Nous pourrions, quittant le terrain des principes et passant à celui de personnalités, étaler des actes d'immoralité politique et même des actes d'immoralité tout court. La classe ouvrière de Lille se souviendra des quatre années d'occupation ; elle se rappellera les injustices commises par ceux dont le devoir était de faire régner la plus parfaite équité, et elle ne manquera pas dans sa comparaison de voir que tous ceux qui sont actuellement accusés d'être propagateurs du désordre étaient, au contraire, les meilleurs soutiens de l'ordre et de la saine justice.

Je ne voudrais point provoquer de questions personnelles, mais j'affirme être tout disposé à répondre coup pour coup. C'est avec la conscience tranquille qu'au nom de mon parti j'affronte le combat. Parmi nos adversaires, tous ne peuvent tenir ce langage, mais dans l'ombre, sous le prétexte mensonger de bolchevisme, ils tenteront d'une nouvelle et criante violation de la vérité.

Des gens que nous avons connus à nos côtés dans les batailles démocratiques et que nous avons revus pendant la guerre apprécier avec la plus extrême sévérité les sortants de l'Administration municipale, s'associent maintenant à eux sous le prétexte mensonger d'avoir à critiquer des méthodes subversives que non seulement nous n'avons jamais préconisées mais qu'au contraire nous avons toujours repoussées.

La bataille s'engage donc.

Notre programme va être lancé. Il sera clair, précis et de réalisation immédiate. Il appartiendra au corps électoral de le comparer aux ramassis de promesses qui vont lui être faites. Nous restons fidèles à nos principes et à notre passé. S'il plaît à tous ceux qui s'époumonnaient naguère à crier : « le péril est à droite ! » de renier trente ans de luttes pour la démocratie, soit.

Quant à nous, nous ne sommes pas de ceux-là ! Nous agirons dans l'intérêt de la ville avec un dévouement aux intérêts de la masse de nos concitoyens dont la continuité de notre action est le plus sûr garant, et c'est notre programme qui, le 30 novembre prochain, triomphera de toutes les réactions.

Charles SAINT-VENANT.

Des profiteurs de guerre iront en prison

ILS NE VOULAIENT PAS DECLARER LEURS BENÉFICES

Montpellier, 23 novembre. — Deux négociants de Perpignan, propriétaires de wagons-réservoirs avaient été poursuivis pour avoir fait une fausse déclaration sur leurs bénéfices de guerre en 1916 et 1917.

Ils avaient été relaxés par le tribunal correctionnel de Perpignan ; ils viennent d'être condamnés par la Cour d'Appel de Montpellier à trois mois de prison et 10.000 francs d'amende.

LES ANGLAIS NOUS ENVOIENT BEAUCOUP DE CHARBON

Londres, 23 novembre. — La situation s'améliore dans les districts miniers anglais et, depuis le début d'octobre, les extractions, qui étaient tombées au-dessous de trois millions de tonnes par semaine, ont atteint et dépassent de beaucoup quatre millions de tonnes.

Pendant la semaine du 1er au 8 novembre, par exemple, 4.804.000 tonnes ont été extraites ; la production des quatre dernières semaines atteint presque 19 millions de tonnes.

La France bénéficiera directement de cette amélioration. En octobre, 1.227.000 tonnes lui ont été expédiées. Ce chiffre représente près de la moitié du total extrait qui se monte pour ce mois à 2.730.000 tonnes. Le reste a été absorbé par les pays scandinaves, 460.000 tonnes ; l'Italie, 229.000 tonnes ; l'Egypte, 143.000 tonnes ; la Hollande et la Belgique, 10.000 tonnes.

On a trouvé la tête d'un réfugié du Nord

Guéret, 23 novembre. — Dans la commune de Measnes, près de la ferme des Sauvettes, on a découvert la tête d'un réfugié du Nord, nommé Jean-Baptiste Baudin, disparu de son domicile depuis le 12 septembre.

Le corps n'a pu être découvert mais on suppose qu'il se trouve dans la forêt de Gramont.

Hommage à Sorriaux

« Toute la population ouvrière de Courrières et de la région minière a fait au vaillant Député socialiste, victime des vengeances teutonnes, d'imposantes et grandioses funérailles »

Sous un ciel gris, moucheté de nuages sombres, s'est déroulé hier à Courrières une cérémonie d'inoubliable grandeur, en sa touchante simplicité.

A travers la cité meurtrie par les obus, un immense et silencieux cortège, sous le flottement des rouges drapeaux des organisations prolétariennes, conduisit au cimetière le corps d'un des plus généreux et des meilleurs défenseurs des parias du capitalisme.

Dans tout le pays minier du Pas-de-Calais, le nom de Sorriaux est synonyme d'ardeur socialiste et de dévouement désintéressé à la cause des travailleurs.

Cet inlassable pionnier de l'émancipation ouvrière et de l'amélioration du sort des miséreux est revenu hier à Courrières, dans un cercueil.

Toute son existence, il lutta pour le triomphe de la cause socialiste et mourut en patriote. L'estime et la confiance de ses concitoyens en avaient fait un député à la Chambre; la barbarie du militarisme prussien en fit un martyr.

Dans toutes les circonstances, son caractère resta grand et noble et ni les rancunes patronales au temps des luttes épiques pour l'organisation syndicale, ni les atrocités allemandes, aux jours sombres de l'invasion, ne purent le faire fléchir.

Devant l'arrogance ou les perfides manœuvres patronales, comme en face des menaces et des furies teutonnes, Sorriaux fut toujours un modèle de fermeté résolue et de constante sincérité en ses principes de socialiste-patriote.

On connaît les dernières étapes de son douloureux calvaire.

Au lendemain du bombardement de Lille, je le vis arriver au « Réveil », sous un costume de terrassier : chandail à rayures blanches et bleues, pantalon de velours à ceinture rouge et casquette plate. Il avait passé les nuits tragiques sous les obus et erré dans les rues à la lueur des incendies.

— Je retourne à Courrières, me dit-il, ma présence est nécessaire là-bas. Je ne veux pas manquer à mon devoir.

— Mais tout le pays est infesté d'Allemands !

— Je tâcherai de passer...

Accompagné de Mathé, déguisé en charretier, Sorriaux partit à pied, un matin brumeux d'automne et je n'eus plus de ses nouvelles jusqu'au jour où j'appris qu'il était mort dans une geôle allemande, à Vilvorde.

C'est de là qu'il est revenu hier, pour être transporté au cimetière, au milieu d'une foule immense, qui lui fit un long cortège de sympathie et de regrets.

Une ville en deuil

Descendu de wagon vers 3 heures, le cercueil fut placé sur un modeste corbillard et recouvert du drapeau rouge de la « Libre Pensée Courriéroise ».

Basly, Raoul, Evrard, députés du Pas-de-Calais; Choquet, maire d'Harnes et Debarges, gérant de l'Union des Coopératives de Courrières, prirent les coins du poêle et le cortège se mit en route, précédé de l'Harmonie municipale et formé d'une masse compacte d'ouvriers mineurs, de travailleurs de toute corporation, d'hommes et de femmes de toute condition sociale.

Sorriaux avait des adversaires politiques, irréductibles et déclarés, mais par la sincérité de ses convictions et son généreux dévouement, il s'était concilié toutes les sympathies et l'estime générale.

Derrière l'Harmonie municipale de Courrières, exécutant une marche funèbre, les drapeaux cravatés de crêpe de nombreuses organisations ouvrières flottaient au vent.

Citons notamment ceux des sections syndicales, du Parti Socialiste et de la Libre-Pensée de Courrières, Carvin, Fouquières-lez-Lens, Harnes, Ostricourt, Montigny-en-Gohèle.

Des couronnes et des gerbes de fleurs, cravatées de rouge ou ornées de rubans aux couleurs nationales étaient portées devant le char funèbre et le citoyen Carpentier, sur un coussin, tenait l'écharpe de député du regretté défenseur des ouvriers.

La famille suivait immédiatement le cercueil et l'imposant cortège, silencieux et recueilli, s'étendait à l'infini.

La municipalité était représentée par le premier adjoint.

Le long des rues boueuses et mornes, parcourues par l'interminable convoi, les passants se découvrent avec respect. La plupart des maisons ont leurs volets fermés en signe de deuil. L'impressionnant silence s'épand sur toute la ville d'où montent, plaintives et lentes, les notes funèbres de la Grande Harmonie, mêlées à des sanglots étouffés.

Discours de Debarges

Sous les cyprès et les noirs sapins du cimetière, où la foule s'entasse, le cercueil est descendu dans un modeste caveau, nouvellement creusé.

Le citoyen DEBARGES prend le premier la parole, au nom des organisations ouvrières courriéroises.

J'ai le pénible devoir, dit-il, de venir adresser à notre regretté ami un suprême et dernier adieu.

Fils d'une famille de mineurs, Sorriaux, à l'âge de dix ans, descendit au fond de la mine. Il y fut blessé et partit à Paris pour y gagner sa vie, mais la nostalgie du pays noir le ramena chez nous. A sa rentrée, il fut occupé à la Compagnie des Mines de Courrières, comme pointeur d'heures. Ensuite il fut nommé chef de place au puits numéro 8 à Courrières. Voyant son intelligence, la Compagnie en fit son représentant au sein de la Caisse de Secours où il y remplit les fonctions de secrétaire.

Mais, contrairement à ce qu'elle pensait et espérait, il mit son intelligence au service de sa classe. On essaya de le détourner du chemin qu'il s'était tracé ; on lui fit des promesses de toutes sortes. Ne pouvant arriver à ses fins, la Compagnie le congédia. C'est à ce moment que lui et les siens connurent de mauvais jours. Mais rien ne le détourna de sa ligne de conduite. Il vendit alors le « Réveil du Nord », à ses débuts, et en devint un collaborateur assidu. Puis, avec quelques camarades, en 1896, il fonda une Coopérative ouvrière qu'il géra jusqu'en 1914. Malgré les difficultés rencontrées, elle prospéra et donna naissance à d'autres. Sorriaux se consacra alors tout entier à la triple action syndicale, coopérative et politique. On le vit toujours à côté de Basly, Lamendin, Cadot, Evrard, et d'autres militants. Je me rappelle encore ma rentrée du régiment. C'était l'époque où notre ami essayait de semer à Courrières le bon grain républicain et socialiste. Il fallait s'appeler Sorriaux pour entreprendre ce dur combat.

A ce moment, presque toute la population courriéroise était contre lui. Jamais il ne se découragea. La réaction voyant en lui un adversaire dangereux, et sachant qu'il devait travailler pour élever sa famille, essaya de l'acheter. On lui offrit une belle situation, même de l'or. Sa réponse fut toujours la même : « Je ne suis pas à vendre, et jusqu'à mon dernier souffle je défendrai la cause des ouvriers ».

De scrutin en scrutin, il voyait que le fruit mûrissait.

En 1913, les républicains et socialistes du canton de Carvin envoyèrent au Conseil d'arrondissement. En 1914, la circonscription du citoyen Basly était divisée en deux. Nul mieux que Sorriaux n'était désigné pour continuer l'œuvre de son vieux camarade de lutte. Malgré la campagne menée contre lui, notre ami fut élu.

Malheureusement, arriva la catastrophe mondiale. Sorriaux était trop âgé pour être mobilisé. Il s'occupa du sort de ses concitoyens. A l'arrivée de l'ennemi, il était en lieu sûr, mais il voulut revenir, pour être utile à cette population qu'il aimait. Il était à Lille lorsque les Allemands arrivèrent à Courrières. Il pouvait partir en France libre. Il veut rentrer, et avec son vieil ami Mathé il se déguise et gagne Courrières avec bien des difficultés car la route était noire de soldats allemands.

Rentré dans sa commune, il se met à la disposition de la malheureuse population.

Que de difficultés Sorriaux rencontra auprès de certains pour faire donner les allocations à ceux qui étaient en droit de les obtenir !

Combien de fois avons-nous entendu dire, même par ses adversaires politiques : Heureusement que Sorriaux était là, nous serions morts de faim !

Depuis la rentrée des habitants, n'entendons-nous pas dire tous les jours : Combien nous avons perdu de ne plus avoir ce bon Sorriaux !

Et dire qu'en 1914, en pleine campagne électorale, la réaction aux abois déclarait qu'il était le candidat de l'Allemagne ! Cela n'était que mensonge, la preuve c'est qu'il fut emprisonné par les Allemands pour avoir fait son devoir de Français. Il est mort pour la France. Vous pourrez lire sous peu, dans le « Réveil du Nord » « Mon Crime », qu'il a écrit dans sa prison.

Le Gouvernement, qui a donné tant de décorations à ceux qui ont fait des fortunes colossales pendant que les poilus se faisaient tuer, a oublié celui qui a fait tout son devoir. Espérons que l'erreur sera réparée. Mon cher Sorriaux, au nom des Sociétés ouvrières, des Républicains et Socialistes, et des Libres-Penseurs de Courrières, je t'adresse un suprême et dernier adieu. Toi, qui dans les moments les plus difficiles, as été leur guide, tu es parti trop tôt pour voir mûrir la moisson que tu avais semée. Dans les moments critiques que nous aurons encore à traverser, nous nous souviendrons de tes sages conseils. Adieu.

Discours de Basly

D'une voix vibrante d'émotion, BASLY prend ensuite la parole en ces termes :

Citoyennes, Citoyens,

C'est avec une douloureuse émotion que j'accomplis aujourd'hui le suprême devoir de venir saluer, au nom des organisations syndicale, socialiste et coopérative, dont il fut un des militants les plus dévoués, mon regretté collègue et ami SORRIAUX.

Nulle perte n'a été plus cruellement ressentie par les travailleurs que celle du bon camarade, du défenseur éprouvé qu'ils avaient en la personne de celui qui repose enfin dans cette terre du pays noir qu'il avait tant aimé et auquel il a donné le meilleur de lui-même.

Sorriaux fut, dans l'œuvre d'émancipation de ses frères de travail, l'ouvrier de la première heure. Il a vécu les heures difficiles de l'organisation à rencontrées des ses débuts, et sa joie fut d'autant plus grande quand il vit que la semence qu'il avait jetée donnait une moisson magnifique et que les souffrances et les sacrifices du passé préparaient un avenir resplendissant.

Dans ce coin du bassin houiller où la résistance des forces conservatrices s'opposa le plus âpement à l'irrésistible marche du progrès social, Sorriaux fut aux prises avec les plus grandes difficultés. Mais la grandeur de la tâche ne rebutait pas son indomptable énergie. Au contraire, sa volonté, sa ténacité, semblaient croître en même temps que la résistance se faisait plus forte. Une telle puissance de caractère devait vaincre : elle a vaincu.

Je ne retracerai pas la vie de Sorriaux. Tous ceux qui m'entourent, au bord de cette tombe, la connaissent. Elle se résume d'un mot : ce fut celle d'un honnête homme, d'un bon citoyen.

Administrateur du Syndicat du Pas-de-Calais, gérant d'une Coopérative ouvrière, il fut de tous les combats, de toutes les luttes pour le droit et la justice dont il était profondément épris.

Jaurès qui dans cette bataille contre les forces du passé notre regretté camarade avait vaincu. Ayant été longtemps à sa peine, il était juste qu'il fût à l'honneur. Et Sorriaux, qui était un modeste ne put s'empêcher de ressentir une légitime fierté le jour où les travailleurs firent de lui leur représentant.

Fort de la confiance qu'ils lui avaient témoignée il se promettait de consacrer à la défense de leurs intérêts toute son ardeur et de continuer au Parlement, à nos côtés, la vigoureuse action menée jusque là dans le Syndicat et la Coopération.

Hélas ! les projets dont ils m'entretenait, ses généreux desseins ne devaient pas se réaliser.

L'épouvantable catastrophe qu'un impérialisme forcené déchaînait sur le monde vint anéantir son beau rêve de travail et de progrès pour la classe ouvrière. Le torrent de l'invasion se déversait sur notre malheureux pays dont les populations allaient bientôt se trouver sous le joug ennemi, en proie à toutes les souffrances physiques et morales.

Dans ces dures épreuves un rôle important incombait aux élus du peuple. Sorriaux vit immédiatement où était le devoir. Il resta au poste au milieu de ces populations livrées à elles-mêmes, contribuant par son attitude à raffermir le moral, à le maintenir toujours confiant, même aux heures les plus douloureuses, dans les destinées impérissables de la France, donnant ainsi un des plus nobles exemples de courage civique.

Il devait en être victime.

Guetté par un ennemi soupçonneux à l'extrême, à l'affût de tous les prétextes pour frapper ceux qui le bravaient, Sorriaux fut arrêté, interné dans les geôles allemandes, dont il ne devait pas sortir vivant !

Sans pitié pour la maladie qui l'avait terrassé sans dépendant briser son énergie, ses bourreaux ne lui épargnèrent aucune torture. Nous avons tous frémi au récit du véritable martyre que notre ami subit dans le bagne de Vilvorde et dont la mort seule le délivra. Que les hommes qui ont commis de tels crimes soient à jamais maudits au nom de l'humanité !

Sorriaux n'a pas vécu assez pour voir la libération de son pays. Il n'a pas assez vécu pour voir dans son pays de ivré de l'oppresseur le triomphe de l'idée pour laquelle il avait vécu. Combien il eut été heureux de voir à ses côtés acclamés par des milliers de voix ouvrières, ses anciens camarades de lutte. Un destin impitoyable ne l'a pas voulu.

Martyr obscur, tombé sur un sol étranger, tu reposes aujourd'hui dans une terre qui te fut chère. Ton souvenir vivra dans nos cœurs et sur cette pierre où ils liront ton nom, les fils de ceux avec qui tu menas le bon combat viendront recueillis, honorer la mémoire. Ils puiseront, en parlant de les vertus civiques, des forces nouvelles pour continuer l'œuvre que nous avons commencée.

L'homme n'est rien par lui-même ; il n'existe et ne se continue que par ce qu'il a fait de bon et de bien ; les idées généreuses qu'il a semées seules sont durables : tu laisses aux générations qui nous suivront un magnifique héritage.

Au nom du Syndicat des Mineurs du Pas-de-Calais, du Parti Socialiste et de la Fédération des Coopératives, adieu mon vieux camarade !

Au nom des ouvriers syndiqués de la Reconstitution, le citoyen Charles LEBACQ adresse ensuite un hommage de reconnaissance au fervent syndicaliste Sorriaux « dont l'exemple encourage tous les efforts, toutes les aspirations de progrès social, toutes les luttes pour l'émancipation ouvrière ».

Après ces discours, écoutés avec une attention recueillie, la foule se sépare en emportant l'impérissable souvenir de celui qui consacra toute son existence à défendre les intérêts du Prolétariat et qui mourut en patriote.

E. P.

Pour notre Agriculture

Par application du Traité de Paix, l'Allemagne est mise en demeure de reconstituer le cheptel du Nord et de fournir à nos cultivateurs du matériel neuf.

Comme nous l'avons déja signalé, l'Allemagne, en vertu du traité de paix, doit fournir à la France du matériel neuf, agricole et industriel, ainsi que du bétail pour reparer les dégâts les vols et les pillages commis dans nos régions par les armées d'invasion.

Nous avons publié dernièrement une nomenclature succincte des commandes qui peuvent être faites, dès maintenant, par nos industriels, et indiqué les diverses formalités à remplir pour en obtenir livraison.

Les dispositions du traité de Versailles, entré en vigueur, ne sont pas moins formelles en ce qui concerne notre Agriculture.

Les cultivateurs de nos départements sinistrés sont en droit de réclamer des machines agricoles et du bétail, pour faire face aux besoins immédiats et urgents. Ils peuvent même exiger le remplacement intégral de tout l'outillage, de tous les animaux qu'ils possédaient en 1914, et disparus du fait de la guerre. Ces légitimes réparations doivent se faire par prélèvement sur le cheptel et sur les stocks existant actuellement en Allemagne. Nos cultivateurs ont toute facilité pour choisir, parmi ces stocks allemands, ce qui leur convient.

« Les Gouvernements des puissances alliées et associées, dit le traité, ont le droit de saisir la Commission des réparations de listes, indiquant le nombre d'animaux, de machines saisis, usés ou détruits par l'Allemagne, ou en conséquence directe des opérations militaires, et d'exiger leur remplacement par des animaux ou articles de même nature, existant sur le territoire allemand à la date de la mise en vigueur du traité de paix. »

Le texte officiel va plus loin et permet « à ces mêmes gouvernements de réclamer les machines et tous articles d'un caractère commercial qu'ils désirent voir être produits et fabriqués en Allemagne, et livrés à eux pour la restauration des régions envahies. »

Comme on le voit, il ne s'agit pas seulement d'objets existant actuellement en Allemagne, mais de tous ceux qui sont susceptibles d'être fabriqués par elle, d'après les types indiqués par le Gouvernement français.

Sur la liste des instruments aratoires dont la livraison vient d'être imposée au Gouvernement de Berlin, et qui sont destinés aux cultivateurs du Nord, nous remarquons: 85 groupes de labourage à vapeur ; 345 motocharrues ; 3.500 Brabant ; 12.500 herses ; 5.000 semoirs ; 2.800 faucheuses ; 2.000 faneuses, 120 batteuses ; 125.000 bêches ; 60.000 pioches ; 75 presses à paille ; 30 tracteurs ; 7.000 fourches.

En ce qui concerne le bétail, l'Allemagne va nous fournir, à titre d'avance immédiate : 500 étalons ; 30.000 poulinières ; 2.000 taureaux ; 90.000 vaches laitières ; 1.000 béliers ; 100.000 brebis ; 10.000 chèvres. Une Commission supérieure de récupération a été constituée à Wiesbaden, et des Commissions spéciales seront chargées d'assurer la réception de ces animaux, qui seront mis à la disposition des cultivateurs des régions sinistrées, dans un délai de trois mois, par les sociétés biers-mandataires. En aucun cas, les prix ne dépasseront à conditions égales de types et de qualité, les évaluations faites par les Commissions cantonales pour les dommages correspondants.

Dans une circulaire aux Préfets, le Ministre des Régions libérées leur demande de lui adresser, avant la fin de ce mois, la liste du matériel agricole et du bétail nécessaires à leur département.

« L'intérêt présenté par ces reprises en nature, dit-il, ne vous échappera pas. L'industrie française a actuellement à faire face à des difficultés de tous genres qui ne sont pas près d'être résolues. Elle demande pour livrer de longs délais préjudiciables à la reconstitution de nos départements sinistrés, laquelle doit être aussi rapide que possible.

» Au surplus, la France doit dans la plus large mesure permettre à l'Allemagne de s'acquitter de sa dette par fournitures en nature. C'est un moyen certain pour elle d'obtenir rapidement réparation des dommages qu'elle a subis. »

Dans l'intérêt général du pays, pour la reconstitution de notre cheptel et la reprise de notre industrie, nous souhaitons que le Gouvernement oblige strictement l'Allemagne à s'acquitter des obligations qu'elle a constractées envers la France, pillée, saccagée dans ses plus riches départements, et qui lui furent imposées par un traité discutable assurément, mais entré en voie d'exécution.

L'œuvre de la restauration économique du Nord est trop pressante pour s'attarder dans un sentimentalisme stérile ou en vaines lamentations.

E. POLVENT.

Emules de Bonnot

ILS AVAIENT « DESCENDU » UN AGENT

Paris, 23 novembre. — Dans la nuit du 11 au 12 octobre, le gardien de la paix François Bernard, de planton au poste de police de Bercy, aperçevait deux individus, d'allures suspectes, traînant une voiture chargée de pneus d'automobiles. L'agent interpella les inconnus, puis, sur leurs réponses évasives, il les invita à le suivre au poste. L'un d'eux sortit alors un revolver de sa poche et tira sur Bernard qui, atteint d'une balle au ventre, succomba sans avoir pu fournir le signalement de ses agresseurs.

Après de patientes recherches, M. Faralicq, commissaire à la police judiciaire, vient de découvrir les coupables : Victor Simon, dit le « Zouave », 26 ans, 6, passage Benoit ; Louis Pelet, dit « P'tit-Louis, le Rouquin », 27 ans, rue Sedaine, et André None, dit « Dédé », 22 ans, peintre en bâtiment, 6, passage Benoit. Ce sont tous des repris de justice. Le dernier est, en outre, déserteur.

L'auteur de l'assassinat, Simon, dit le « Zouave », était déjà sous les verrous depuis huit jours, pour un vol de 25.000 francs de tissus. Ses complices n'ont été découverts qu'hier.

Ils ont raconté avoir participé tous trois, la nuit du crime, à un vol de pneus en gare de Bercy-Reuilly. Ils transportaient ces marchandises chez eux quand Bernard les rencontra.

Pelet accuse Simon d'avoir tué l'agent Bernard. Mais Simon nie et assure que le coup de feu a été tiré par Pelet. D'autre part, il est établi que, pour ne pas être découvert par la police, Simon s'était teint les cheveux ; il s'était, de plus, vanté dans certains milieux interlopes, d'avoir « descendu » un agent.

A GENÈVE le franc est en hausse

Genève, 23 novembre. — On a noté ce matin à la Bourse de Genève une brusque hausse des devises étrangères. Paris mène le mouvement, et de gros achats poussent cette devise jusqu'à 58.60, soit une hausse de 2 francs.

Les Elections

Les journaux bourgeois sont heureux. Ils crient victoire sur tous les tons. Pour eux, la victoire c'est le triomphe de l'immoralité sur l'honnêteté ! L'immoralité représentée par le bloc national, l'honnêteté incarnée dans le Parti socialiste. Quand on regarde de près les chiffres des voix fournis par le scrutin du 16 Novembre, l'on est cependant en droit de s'étonner de leurs transports de joie. Où y a-t-il tant que cela défaite des idées socialistes ? Je le cherche en vain.

En 1914, c'est entendu, nous avions 104 députés. En 1919, nous n'en aurons plus que 65 ou 70. Mais alors qu'en 1914 nous n'avions récolté dans le pays que treize cent cinquante mille voix, nous en recueillons cette année plus de dix sept cent mille.

C'est cela que nos adversaires appellent une défaite ?

Ils ne sont vraiment pas difficiles !

A la vérité, les élections qui viennent de se terminer ont montré la force accrue du parti socialiste, la volonté toujours plus grande du prolétariat des villes et des campagnes de se libérer d'un régime qui ne leur procure bien souvent que la misère, alors qu'il permet à une minorité d'individus de réaliser des fortunes scandaleuses.

« L'Homme Libre », le journal de M. Clémenceau, disait bien que **cinq millions trois cent mille** électeurs ont déclaré par leurs votes ne point admettre les doctrines bolchevistes — lisez doctrines socialistes. — En face mettons nos **dix sept cent mille voix** et la monstruosité que constitue le système électoral actuel apparaîtra aussitôt.

1.700.000 + 5.300.000 = 7.000.000. Divisez sept millions par 626 — nombre des députés que comprend la Chambre — et vous obtiendrez le quotient électoral pour toute la France, soit 11.166. Divisez maintenant nos dix sept cent mille voix par onze mille cent soixante-six et vous verrez qu'un système électoral juste, équitable, eut donné au parti socialiste **cent cinquante deux élus.**

Et la réaction crie victoire !

Et M. Clémenceau et toute sa presse crient victoire !

Criez, Messieurs, votre victoire, je le répète, est celle de l'immoralité sur l'honnêteté.

* * *

Dans le Pas-de-Calais, le bloc clémenciste a eu moins de succès. Si, dans la deuxième circonscription, il obtient sur notre parti une majorité sérieuse, dans la seconde c'est le contraire qui se produit. Notre liste bat à plates coutures les candidats des Compagnies minières, de la réaction, en un mot, de M. Clémenceau.

Au moment où j'écris, les résultats définitifs ne sont pas encore connus. Il reste encore à dépouiller quatorze ou quinze mille votes de réfugiés sur lesquels nos adversaires fondent les meilleures espérances. — N'est-ce pas, M. Taillandier ? — Mais qu'ils m'en croient, ces votes ne feront qu'accroître la majorité socialiste. Quand il plaira à ces Messieurs les Conseillers généraux, membres de la Commission de recensement, de fonctionner, quand les premières enveloppes contenant les bulletins des réfugiés seront ouvertes, le succès socialiste apparaîtra de suite plus éclatant encore qu'il ne l'était hier. Et il montrera que M. Osteux s'est trompé quand il a prétendu que les raisins étaient encore trop verts pour le signataire de ces lignes et ses amis.

Raoul EVRARD.

L'aide Hollandaise aux victimes de l'invasion

POUR « LE RETOUR AU FOYER »

A la Légation Royale des Pays-Bas vient d'avoir lieu une réunion sous la présidence du ministre des Pays-Bas, le Chevalier Dr. J. Loudon, en vue de constituer une section néerlandaise du Comité français du « Retour au Foyer », qui a ses bureaux 12, rue du Quatre-Septembre, à Paris. On sait que ce Comité a pour but de favoriser le retour dans leurs foyers de ceux qui ont été chassés par l'invasion, et de leur procurer un mobilier complet. La section néerlandaise se compose d'un grand nombre de personnalités hollandaises, habitant la France désireuses de venir en aide, d'une façon efficace à nos compatriotes. Le ministre des Pays-Bas bien voulu accepter la fonction de président d'honneur et le Comité de direction est fondé comme suit : M. Asscher, président, M. A.-E. Labouchère, trésorier et M. A.-J. van Maasdyk, secrétaire.

Les Espagnols sont dans le pétrain

LES BOULANGERS FONT GREVE

Madrid, 23 novembre. — La situation résultant du manque de pain s'est aggravée. Les pâtissiers et confiseurs ont proclamé la grève de solidarité avec les boulangers qui ont refusé de pétrir pour les hôpitaux et asiles.

Une situation identique existe à Sarragosse, Barcelone, Saïnora. On signale de nombreux incidents. La grève agricole continue à Jaen.

ÉCHOS

ENCORE UNE CRISE

L'Amérique connaît moins de crises que nous. Mais elle en dénonce une qui nous ignorons : la crise des prêteurs. Beaucoup d'églises ont fermé leurs portes. Pendant la guerre, on confia à des ministres du culte des fonctions bien rétribuées, dont ils s'acquittèrent parfaitement.

Ces fonctions, beaucoup d'entre eux les gardent. Le type du révérend disparaîtra-t-il ? Et ne reverra-t-il que sur les films pour narrer pendant les cent derniers mètres, le jeune homme qui a tué les cent quarante bandits avec son canif et l'héroïne empoisonnée, étranglée, jetée à la mer, qui a gardé avec la vie l'espoir et le sourire ?